



## Décision individuelle N° 2020-200

**Pétitionnaire :** AQUALTI

**Adresse :** 967 rue du Grand Champs 73 000 Chambéry

**Nature de la demande :** atteinte, détention, transport (flore, faune, minéraux), prise d'images et de sons dans un cadre professionnel, circulation et stationnement de véhicule motorisé.

**Intitulé du projet :** projet Plastilac

**Localisation :** Lac du Lauzanier (commune de Val d'Oronaye, 04)

La directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment l'article L331-4-1,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2, 28 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** la décision n° 2020-180 du 1er juillet 2020, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 05 juin 2020 par Monsieur GILLET Frédéric, président de l'association Aqualti,

**Considérant** que la demande porte sur une activité scientifique nécessaire à l'amélioration des connaissances des patrimoines naturels du cœur du parc national,

**Considérant** à ce titre, que la demande contribue à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'Établissement public,

**Considérant** toutefois que des prélèvements de sédiments lacustres sont nécessaires à la réalisation de l'étude et que les échantillonnages d'eau de surface au niveau du lac, de l'exutoire et de l'affluent principal peuvent contenir des macrophytes, du phytobenthos et du phytoplancton,

**Considérant** que ce protocole prévoit un accès et une circulation sur le lac à bord d'une embarcation motorisée,

**Considérant** que la demande comporte également un volet audio-visuel destiné à valoriser l'opération auprès des financeurs et sensibiliser le grand public sur le sujet de la pollution par les plastiques,

**Considérant** la nécessité d'encadrer ces activités pour garantir leur concours ou leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et assurer la conservation du caractère de celui-ci,

**DÉCIDE**

## **Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande**

L'association Aqualti, représentée par Monsieur GILLET Frédéric, est autorisée aux conditions définies ci-après, à :

- réaliser des prélèvements de matériels sédimentaire et faunistique ainsi qu'à les emporter en-dehors du cœur du parc national ;
- à réaliser des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel ou dans un objectif commercial ;
- à circuler en véhicule nautique ;

sur le secteur du lac du Lauzanier (commune de Val d'Oronaye, 04).

Ces activités sont autorisées dans le cadre du projet scientifique « *Plastilac : à la recherche des microplastiques dans les lacs alpins* ».

## **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Identité des personnes autorisées, intervenant pour le compte du bénéficiaire*

2.1. Les personnes intervenant pour le compte du bénéficiaire et autorisées par la présente à réaliser les prélèvements sont les suivantes :

- ADAM Dorothee (AQUALTI)
- DUSAUCY Julia (Université Savoie Mont Blanc)
- GALLINELLI Peter (AQUALTI)
- GATEUILLE David (Université Savoie Mont Blanc)
- GILLET Frédéric (AQUALTI)
- RUBIN Christophe (AQUALTI)

- *Prescription relative aux matériaux prélevés*

2.2. Les matériels autorisés aux prélèvements sont les suivants :

- toutes espèces de macrophytes, phytobenthos et phytoplancton
- toute matière minérale correspondant aux dépôts d'érosion naturellement présents aux bords du lac du Lauzanier, son affluent principal et son exutoire.

- *Prescriptions relatives à la circulation et au stationnement des véhicules*

2.3. Pour l'accès nautique aux points de prélèvements d'eau, la circulation et le stationnement sur le lac du Lauzanier est autorisé à bord d'une embarcation non motorisée ou équipée d'un moteur exclusivement électrique.

2.4. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur sur la piste d'accès menant au sentier du Lac du Lauzanier.

2.5. L'acheminement du matériel sur site sera effectué très tôt le matin ou la veille de la campagne, après 18h30.

- *Prescriptions relatives à la prise d'images et de sons*

2.6. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre notamment :

- la poursuite de toute espèce animale est interdite.
- tout survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol reste interdit dans le cœur du Parc national, y compris pour un drone.

2.7. Toute publicité, sous quelque forme que ce soit, est interdite dans le cœur du parc national.  
A ce titre, les bénéficiaires sont tenus de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc.

2.8. Sur les supports illustrés des images réalisés dans le cœur du parc national, le bénéficiaire est tenu de faire figurer la mention « *réalisé dans le Parc national du Mercantour, avec l'autorisation du Directeur* ».

2.9. Le bénéficiaire est tenu de ne pas réutiliser les images réalisées dans le cadre de la présente décision, à d'autres fins ou dans un autre contexte que le projet énoncé à l'article 1. La cession à un tiers n'est pas davantage autorisée par la présente.

2.10 Le bénéficiaire adressera gratuitement au Parc national du Mercantour, dans un délai de 2 mois à échéance de la présente, une copie haute définition d'une sélection de photographies parmi les plus représentatives réalisées dans le cadre de cette autorisation et illustrant l'opération. Ces copies seront libres de droit d'utilisation dans le cadre des activités gratuites pédagogiques et/ou d'information menées par l'Etablissement public (animations, conférences, plaquettes, communication visuelle...) sous réserve de la mention obligatoire « @Aqualti »

- *Prescriptions relatives à l'information du public et au rendu d'étude*

2.11. Aux personnes le sollicitant en ce sens, le bénéficiaire devra expliquer l'objectif de ses activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le directeur de l'Etablissement public du parc national du Mercantour.

2.12. Le bénéficiaire est tenu de faire parvenir au siège de l'Etablissement public du Parc national du Mercantour, au plus tard un an à compter de l'échéance de la présente décision, un rapport relatant les objectifs, la méthodologie et les résultats de ses recherches.

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée pour la période du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 2020, sous réserve d'informer le chef ou à l'adjoint du service territorial concerné, de la date effective de l'opération et ce au minimum 8 jours à l'avance par courriel ou contact direct.

Contacts – service territorial « Ubaye-Verdon »

- chef de S.T - FRIBOURG Xavier ([xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr](mailto:xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr))

- adjoint « Ubaye » KLEIN Ludovic ([ludovic.klein@mercantour-parcnational.fr](mailto:ludovic.klein@mercantour-parcnational.fr))

☎ : 04.92.81.21.31

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'Etablissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité des activités concernées.

## Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour.

(<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 3 août 2020

La directrice  
du Parc national du Mercantour



  
Aline COMEAU

### Copies :

- service territorial « Ubaye-Verdon », antenne Ubaye.
- service Connaissance et Gestion des Patrimoines (MF Leccia, C. Crassous)

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.